

Réponse Consultation CRE 2021 - 13

CONSULTATION PUBLIQUE N°2021-13 DU 25 NOVEMBRE 2021 RELATIVE AU BILAN DU PROJET LINKY SUR LA PERIODE 2016- 2021 ET AU FUTUR CADRE DE REGULATION INCITATIVE

CC, le 21 décembre 2021

Q1 :

/.

Q2 :

Hormis la remarque sur le décalage du déploiement entre les entreprises locales de distribution et Enedis, ce qui peut entraîner des écarts de charges qui devraient être compensés, Phare Conseils n'a pas de remarque.

Q3 :

Phare Conseils est favorable au fait de ne pas faire supporter aux utilisateurs qui ne sont pas équipés du compteur sans choix délibéré et volontaire de sa part.

Des dérogations seront d'ailleurs à prévoir pour les utilisateurs raccordés sur un réseau dont le gestionnaire est une entreprise locale de distribution dont le déploiement est décalé. En effet ce décalage est extérieur au choix de l'utilisateur de réseau.

Par ailleurs, si la CRE met en œuvre la substitution du relevé réel par une auto relève de façon transitoire, une adaptation spécifique ou un mode d'application spécifique transitoire de l'article L224-11 du code de la consommation sera à envisager car le courrier systématique du GRD ne sera pas à envoyer si notre compréhension du projet de la CRE est la bonne.

En ce qui concerne les montants, ceux-ci doivent couvrir les coûts générés par les clients réfractaires, avec éventuellement un réajustement lors des évolutions annuelles du TURPE.

Q4 & Q5 :

/

Q6 & Q7 :

Phare Conseils n'a pas de proposition d'indicateurs de qualité sur la transmission des courbes de charge, car nous considérons que ceux-ci doivent être proposés par Enedis qui détient les données brutes et peuvent donc faire les contrôles nécessaires à leur validité avant transmission.

Q8 :

Phare Conseils s'interroge sur la réduction du délai de mise en place des calendriers fournisseurs.

L'exposé de la CRE laisse à comprendre que les fournisseurs seraient bridés par ce délai de 3 mois. Sauf erreur de la part du rédacteur, une offre de la part d'un fournisseur ne se met pas en place en moins de 3 mois, étant donné l'ensemble de la préparation globale d'une offre (définition, calage des prix, marketing, Conditions Générales et Particulières de Vente, systèmes d'information, communication,...)

Q9 :

Il est surprenant que soit demandé des indicateurs servant à de la régulation incitative du Gestionnaire de Réseau, alors que les fonctionnalités sont présentes et sont à disposition des utilisateurs ou de leur(s) mandataire(s). C'est à eux et à leur prestataires de s'en emparer, pas au GRD !

Q10 :

Le sujet est imminemment important sur les obligations du GRD. Le principe ne peut pas être écarté mais demanderai d'avoir un recul plus long vis-à-vis des envois de données.

□□□□□